



Statut des femmes : l'aveu de faiblesse de la communauté internationale !

Paris, le 9 mars 2015 – Dès son ouverture, la 59e session de la Commission sur le statut des femmes (CSW) s'annonce d'ores et déjà comme un rendez-vous manqué pour l'avènement d'une véritable diplomatie des droits des femmes, à quelques mois de la fin des négociations sur l'agenda post-2015.

La CSW 2015 revêt un caractère particulier en ce 20^e anniversaire de la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin, un tournant important pour la prise en compte de l'égalité de Genre dans les politiques et institutions.

Nous déplorons que la CSW ne donne pas lieu à un texte négocié. Contrairement aux années précédentes, les déclarations n'engageront pas les États membres.

Ce renoncement manifeste s'explique par la crainte d'une levée de boucliers d'États conservateurs contre les avancées des droits des femmes et des jeunes filles, en particulier dans le domaine des droits sexuels, l'accès à l'avortement notamment.

Pour les ONG de Coordination SUD ce refus d'ouvrir des débats est un aveu de faiblesse de la communauté internationale. « C'est surtout une erreur stratégique, les États conservateurs ne se privent de toute façon pas d'attaquer certains fondements des droits humains universellement reconnus », considère Aurélie Gal-Régniez, référente Genre au conseil d'administration de Coordination SUD et directrice adjointe d'Equilibres & Populations.

« La France doit tenir un discours extrêmement ferme en faveur des droits des femmes et des jeunes filles dans chaque enceinte onusienne et associer à ses efforts tous les acteurs engagés dans cette lutte pendant les mois à venir », insiste Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.

La réunion de la CSW constitue en effet une des dernières étapes avant la fin des négociations pour les prochains objectifs de développement durable (septembre 2015). Plus les droits des femmes seront défendus avec vigueur dans cet intervalle, et mieux ils seront intégrés à l'agenda international des quinze prochaines années.

Contact presse:

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org

Tél: 01 44 72 03 78 /07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 150 ONG, dont une centaine via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.